

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201306]

24 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 fixant les règles d'évaluation des emplois de directeur général, directeur général adjoint et directeur financier des centres publics d'action sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, l'article 41, alinéa 6, remplacé par le décret du 19 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 fixant les règles d'évaluation des emplois de directeur général, directeur général adjoint et directeur financier des centres publics d'action sociale;

Vu le rapport du 13 juin 2018 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu le protocole de négociation du 13 juillet 2018 du Comité C wallon des services publics provinciaux et locaux;

Vu l'avis de la Fédération des centres publics d'action sociale, donné le 25 septembre 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 26 novembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. L'article 2, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 fixant les règles d'évaluation des emplois de directeur général, directeur général adjoint et directeur financier des centres publics d'action sociale, est remplacé comme suit :

« § 2. Le directeur général et le directeur général adjoint sont évalués sur base du rapport de planification visé à l'article 2, conformément aux critères fixés à l'annexe 1 du présent arrêté. Le directeur financier est évalué sur base du rapport de planification visé à l'article 2, conformément aux critères fixés à l'annexe 2. ».

Art. 3. L'article 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. Dans les deux premiers mois de chaque période d'évaluation, le Bureau permanent invite les directeurs à se présenter à un entretien de planification au cours duquel sont précisés la description de fonction, les objectifs individuels et les objectifs opérationnels à atteindre. Ceux-ci sont consignés dans un rapport appelé « le rapport de planification », lequel est rédigé par le Bureau dans le mois qui suit l'entretien. Ce rapport constitue la première pièce du dossier d'évaluation.

Dans les deux mois qui suivent l'adoption d'un programme stratégique transversal, le Bureau invite les directeurs à un entretien aux fins d'actualiser le rapport de planification. ».

Art. 4. Dans l'article 5, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « et, s'agissant du directeur général, sur la base du contrat d'objectifs » sont abrogés;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Dans le mois qui suit l'entretien d'évaluation, le Bureau permanent formule une proposition d'évaluation. Celle-ci tient compte de l'avis du directeur général lorsque le directeur concerné est le directeur général adjoint. »;

3° au paragraphe 6, alinéa 1^{er}, les mots « sont obligatoirement présents » sont remplacés par les mots « sont présents si le directeur concerné en fait la demande. »;

4° le paragraphe 7 est remplacé par ce qui suit :

« § 7. Lorsque l'évaluation n'a pas été réalisée dans les quatre mois suivant la date de l'échéance et pour autant que les directeurs en aient fait la demande à l'autorité compétente, celle-ci est réputée favorable et ses effets rétroagissent à la date de l'échéance. ».

Art. 5. L'article 7 du même arrêté est abrogé.

Art. 6. Dans l'article 8 du même arrêté, la phrase « L'évaluation chiffrée est obtenue en additionnant les points obtenus pour chaque critère inscrit à l'annexe au présent arrêté. » est remplacée par la phrase « L'évaluation visée à l'article 41, alinéa 6, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale est chiffrée. Elle est obtenue en additionnant les points obtenus pour chaque critère inscrit à l'annexe. ».

Art. 7. A l'article 9, alinéa 2, du même arrêté, les mots « à l'article 7, § 1^{er}, 1° » sont remplacés par les mots « à l'article 41, alinéa 6, de la loi organique des centres publics d'action sociale ».

Art. 8. L'annexe du même arrêté est remplacée par ce qui suit :

« Annexe 1

| Critères généraux | Développement | | Pondération |
|---|--|--|-------------|
| 1. Réalisation du métier de base | La gestion d'équipe La gestion des organes Les missions légales La gestion économique et budgétaire | Planification et organisation Direction et stimulation Exécution des tâches dans les délais imposés Evaluation du personnel | 50 |
| Pédagogie et encadrement | | | |
| 2. Réalisations des objectifs opérationnels | Etat d'avancement des objectifs, initiatives, réalisations, méthodes mises en œuvre afin d'atteindre les objectifs | | 30 |
| 3. Réalisation des objectifs individuels | Initiatives Investissement personnel Acquisition des compétences Aspects relationnels | | 20 |

Annexe 2

| Critères généraux | Développements | Pondération |
|---|---|-------------|
| 1. Réalisation du métier de base (missions légales) | 1. Gestion comptable 2. Contrôle de légalité 3. conseils budgétaire et financier 4. Membre du Comité de Direction 5. Gestion d'équipe | 50 % |
| 2. Réalisation des objectifs opérationnels (O.O.) | A. Etat d'avancement des objectifs B. Initiative, réalisation, méthodes mises en œuvre afin d'atteindre les objectifs | 30 % |
| 3. Réalisation des objectifs individuels (O.I.) | A. Initiatives B. Investissement personnel C. Acquisition de compétences D. Aspects relationnels | 20 % |

”.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 janvier 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201306]

24 JANUARI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 tot vaststelling van de evaluatieregels voor de betrekkingen van directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal en financieel directeur van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

De Waalse Regering,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, artikel 41, vervangen bij het decreet van 19 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 tot vaststelling van de evaluatieregels voor de betrekkingen van directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal en financieel directeur van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Gelet op het verslag van 13 juni 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 13 juli 2018 van het Waals Comité C van de plaatselijke en provinciale openbare diensten;

Gelet op het advies van Federatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gegeven op 25 september 2018;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 26 november 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Artikel 2, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 tot vaststelling van de evaluatieregels voor de betrekkingen van directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal en financieel directeur van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, wordt vervangen als volgt :

" § 2. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal worden geëvalueerd op basis van het planningsrapport bedoeld in artikel 2, overeenkomstig de criteria bepaald in dit besluit. De financieel directeur wordt geëvalueerd op basis van het planningsrapport bedoeld in artikel 2, overeenkomstig de criteria bepaald in bijlage 2."

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 3. Binnen de eerste twee maanden van elke evaluatieperiode, worden de directeurs door het Vast Bureau uitgenodigd om zich te melden voor een planningsgesprek waarin de functieomschrijving, de individuele doelstellingen en de te bereiken operationele doelstellingen worden bepaald. Bedoelde doelstellingen worden vastgelegd in een rapport, "planningsrapport" genoemd, dat binnen een maand na het gesprek door het Bureau wordt opgesteld. Dit rapport vormt het eerste stuk van het evaluatiedossier.

Binnen twee maanden na de aanneming van een transversaal strategisch programma, nodigt het Bureau de directeurs uit voor een gesprek om het planningsrapport bij te werken."

Art. 4. In artikel 5, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "en, wat de directeur-generaal betreft, op basis van de doelstellingsovereenkomst" opgeheven;

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

" § 3. Binnen de maand na het evaluatiegesprek, doet het Vast Bureau een evaluatievoorstel. Bedoeld voorstel houdt rekening met het advies van de directeur-generaal wanneer de betrokken directeur de adjunct-directeur-generaal is."

3° in paragraaf 6, eerste lid, worden de woorden "zijn twee leden aangewezen door de betrokken federatie verplicht aanwezig" vervangen door de woorden "zijn twee leden aangewezen als de betrokken directeur erom verzoekt".;

4° paragraaf 7 wordt vervangen als volgt :

" § 7. Wanneer de evaluatie niet binnen de vier maanden na de vervaldatum is uitgevoerd en voor zover de directeurs hiertoe bij de bevoegde overheid een aanvraag hebben ingediend, wordt zij geacht gunstig te zijn en heeft zij terugwerkende kracht tot de vervaldatum. "

Art. 5. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 8 van hetzelfde besluit, wordt de zin "De becijferde evaluatie wordt verkregen na optelling van de punten die worden behaald voor elk criterium opgenomen in de bijlage" vervangen door de zin "De evaluatie bedoeld in artikel 41, zesde lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn is becijferd. Ze wordt verkregen na optelling van de punten die worden behaald voor elk criterium opgenomen in de bijlage."

Art. 7. In artikel 9, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "in artikel 7, § 1, 1°" vervangen door de woorden "in artikel 7, zesde lid, van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn".

Art. 8. De bijlage van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Bijlage 1.

| Algemene criteria | Ontwikkeling | | Weging |
|---|---|---|--------|
| 1. Uitvoering van het basisberoep | Teammanagement Het beheer van de organen De wettelijke opdrachten Het economische en budgettair beheer | Planning en organisatie Leiding en stimulering Uitvoering van de taken binnen de opgelegde termijnen Evaluatie van het personeel | 50 |
| Pedagogie en begeleiding | | | |
| 2. Het halen van de operationele doelstellingen | Stand van vordering van de doelstellingen, initiatieven, verwezenlijking, uitgevoerde methodes om de doelstellingen te bereiken | | 30 |
| 3. Uitvoering van de individuele doelstellingen | Initiatieven Persoonlijke investering Verwerving van vaardigheden Relationele aspecten | | 20 |

BIJLAGE 2

| Algemene criteria | Ontwikkelingen | Weging |
|---|--|--------|
| 1. Uitvoering van het basisberoep (wettelijke opdrachten) | 1. Boekhoudkundig beheer 2. Wettigheidscontrole 3. budgettair en financieel advies 4. Lid van het Directiecomité 5. Teammanagement | 50 % |
| 2. Uitvoering van de operationele doelstellingen (O.D.) | A. Stand van vordering van de doelstellingen B. Initiatieven, verwezenlijking, uitgevoerde methodes om de doelstellingen te bereiken | 30 % |
| 3. Uitvoering van de individuele doelstellingen (I.D.) | A. Initiatieven B. Persoonlijke investering C. Verwerving van vaardigheden D. Relationele aspecten | 20 % |

”.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat op de eerste dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 10. De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 januari 2019

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201307]

24 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 fixant les règles d'évaluation des emplois de directeur général et directeur financier provinciaux

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'article L2212-56, § 1^{er}, alinéa 3, remplacé par le décret du 19 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 fixant les règles d'évaluation des emplois de directeur général et directeur financier provinciaux;

Vu le rapport du 13 juin 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu le protocole de négociation du 13 juillet 2018 du Comité C wallon des services publics provinciaux et locaux;

Vu l'avis de l'Association des provinces wallonnes, donné le 3 août 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 26 novembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 fixant les règles d'évaluation des emplois de directeur général, et directeur financier provinciaux, est remplacé comme suit :

« § 2. Le directeur général est évalué sur base du rapport de planification visé à l'article 2, conformément aux critères fixés à l'annexe 1 du présent arrêté. Le directeur financier est évalué sur base du rapport de planification visé à l'article 2, conformément aux critères fixés à l'annexe 2. ».

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Dans les deux premiers mois de chaque période d'évaluation, le collège provincial invite le directeur général et le directeur financier à se présenter à un entretien de planification au cours duquel sont précisés la description de fonction, les objectifs individuels et les objectifs opérationnels à atteindre. Ceux-ci sont consignés dans un rapport appelé « le rapport de planification », lequel est rédigé par le collège dans le mois qui suit l'entretien. Ce rapport constitue la première pièce du dossier d'évaluation.

Dans les deux mois qui suivent l'adoption d'un programme stratégique transversal, le collège invite le directeur général et le directeur financier à un entretien aux fins d'actualiser le rapport de planification. ».